

Questions orales

● (1450)

L'ENVIRONNEMENT**LES NÉGOCIATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LES PLUIES ACIDES**

M. Tom McMillan (Hillsborough): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Un article paru hier à la une du *Post* de Washington dévoilait le contenu d'un rapport interne et secret de l'agence américaine de protection de l'environnement, dans lequel on concluait que le gouvernement des États-Unis ne devait pas intervenir à propos des pluies acides avant que ne soient effectuées de plus amples recherches. Comment le ministre peut-il concilier la position de ce grand organisme américain avec celle dont il a fait part au Parlement, à savoir que le gouvernement des États-Unis est désireux de collaborer étroitement avec le Canada dans la lutte contre les pluies acides dans les deux pays?

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Madame le Président, la teneur de fuites de la sorte me laisse toujours un tant soit peu sceptique. Comme le sait le député, j'ai eu des entretiens avec le ministre américain de l'Intérieur qui nous a affirmé qu'il était fortement désireux de passer à l'action. Le gouvernement américain a manifesté son intention d'entamer les négociations officielles relatives au traité, au cours de la troisième semaine de juin. On vient, il y a quelques jours à peine, de confirmer la nomination de la directrice de l'agence de protection de l'environnement; ce qui explique pourquoi je n'ai pas encore eu le temps de rencontrer cette personne; j'espère néanmoins y parvenir sous peu.

LA POSSIBILITÉ D'INTENTER DES POURSUITES CONTRE LES INDUSTRIES AMÉRICAINES

M. Tom McMillan (Hillsborough): Le ministre de l'Environnement est pratiquement la seule personne dans toute l'Amérique du Nord à ne pas croire que les négociations du Canada avec les Américains sur les pluies acides sont en fait dans une impasse.

Si les négociations canado-américaines en vue de la conclusion d'un accord sur les pluies acides n'aboutissent pas, ce qui semble être le cas, le gouvernement canadien a-t-il prévu un plan d'urgence pour régler le problème? Dans l'affirmative, quel est ce plan? Le gouvernement canadien envisagerait-il au fond de poursuivre les entreprises américaines qui polluent l'environnement canadien?

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Comme je l'ai expliqué tout à l'heure, madame le Président, le gouvernement américain s'est engagé auprès de nous à entamer les négociations officielles le mois prochain.

Mlle MacDonald: Quand au juste?

M. Roberts: Lors de la troisième semaine de juin. Si l'honorable représentante de Kingston-et-les-Îles m'avait écouté attentivement hier, et tout à l'heure aussi, elle aurait su que les négociations commenceront lors de la troisième semaine de juin. Il serait vain de présumer dès maintenant que ces négocia-

tions n'aboutiront pas et de parler ensuite des solutions de rechange que nous pourrions alors adopter. Nous avons la promesse du gouvernement américain, nous avons l'intention de lui donner suite et je suis sûr que nous ferons des progrès le mois prochain.

* * *

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA**LA MENACE DE DÉMISSION DES ADMINISTRATEURS**

Le très hon. Joe Clark (leader de l'opposition): Madame le Président, j'aurais plusieurs questions à poser au premier ministre sur certains comportements discutables des gouvernements qu'il a dirigés. Le premier exemple a trait à la Corporation de développement du Canada. Le premier ministre n'a pas répondu à la question de mon collègue de Saint-Jean-Ouest. Nous aimerions une réponse à cette question. Nous aimerions d'abord savoir s'il est exact que le sous-ministre des Finances s'est rendu à Winnipeg et a menacé de renvoyer certains membres du conseil d'administration de la Société canadienne de développement s'ils refusaient de nommer les candidats libéraux, Joel Bell et David Beatty. Nous aimerions aussi que le premier ministre charge un comité de la Chambre d'étudier les perspectives d'avenir de la SCD et l'attitude que le gouvernement a adoptée envers elle.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, j'ai répondu à la première question. J'ai dit que j'en ignorais la réponse, mais que je m'informerai. Je doute fort que cela soit vrai mais je me renseignerai néanmoins.

M. Crosbie: C'est absolument vrai.

M. Trudeau: Si le député connaît la réponse, pourquoi me pose-t-il la question alors?

M. Crosbie: Nous aimerions que vous vous renseigniez et que vous nous donniez confirmation de la chose. Après tout, vous êtes le premier ministre.

M. Trudeau: Le député peut faire part de son point de vue puisqu'il intervient tous les jours ici même. Il peut s'expliquer s'il le veut. Ma position sera: et alors?

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Il y avait une deuxième question madame le Président.

M. Clark: Le premier ministre se fiche du droit de la Chambre d'enquêter sur les abus de la Société canadienne de développement, tout comme il se fiche de savoir qu'un sous-ministre a proféré des menaces contre certains membres du conseil d'administration de la Société.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Laissons donc notre premier ministre je-m'en-fichiste faire appel à sa mémoire et consulter les dossiers. Attendons qu'il nous dise si effectivement des menaces ont été proférées et s'il est disposé à renvoyer la question à un comité de la Chambre.